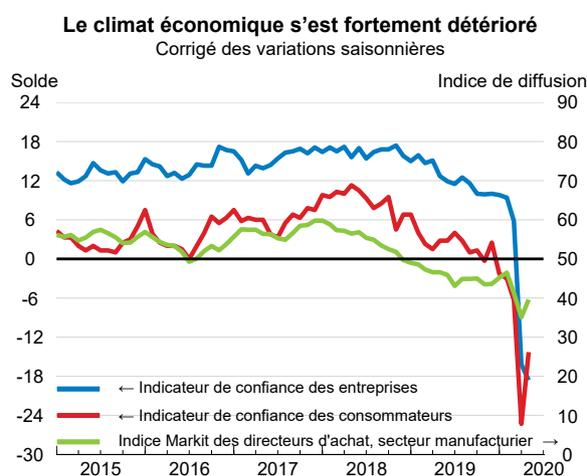
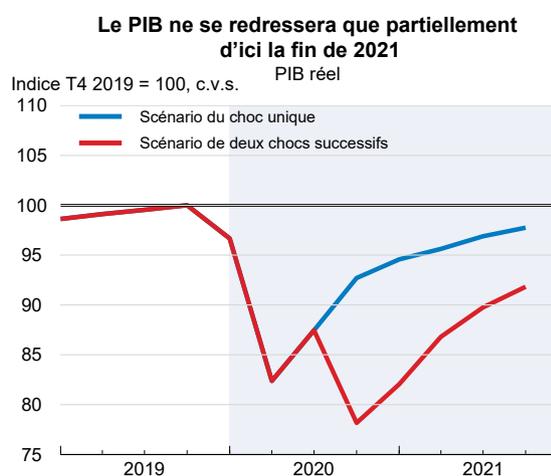


République tchèque

La propagation de la pandémie de COVID-19 a été maîtrisée et le gouvernement a commencé à lever les mesures d'endiguement progressivement. Toutefois, le confinement et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont eu des répercussions très négatives sur l'économie. Si une nouvelle vague du virus déferle avant la fin de l'année, alors le PIB devrait chuter de 13.2 % en 2020 selon les projections. En revanche, si l'épidémie marque le pas au cours des prochains mois, le PIB pourrait reculer de 9.6 %. Selon les projections, la reprise économique ne devrait être que partielle d'ici à fin 2021. Des aides publiques courageuses favoriseront un rebond de l'économie après la crise, même si le chômage, qui avait atteint des niveaux bas, augmentera fortement.

Une grande marge de manœuvre permet aux pouvoirs publics de continuer à soutenir l'économie. Cependant, la Banque nationale tchèque dispose à présent d'une marge restreinte pour abaisser les taux directeurs, qui s'établissent à 0.25 %. Elle pourrait diminuer encore le volant de fonds propres contracyclique mais aussi prendre des mesures d'assouplissement quantitatif si besoin est. Une marge de manœuvre budgétaire existe pour continuer à soutenir l'économie et à atténuer les difficultés pendant que la crise se poursuit. À plus long terme, une hausse de l'investissement en R-D et un renforcement de l'apprentissage tout au long de la vie contribueraient à la future croissance. Raccourcir les délais d'obtention de permis de construire stimulerait l'investissement et faciliterait le redémarrage de l'économie.

République tchèque



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; Office tchèque des statistiques; et Markit.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139233>

République tchèque : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
République tchèque: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	4 765.8	4.5	2.8	2.5	-13.2	1.7
Consommation privée	2 242.1	4.4	3.2	3.0	-11.1	6.3
Consommation publique	918.7	1.3	3.4	2.6	6.9	2.5
Formation brute de capital fixe	1 188.1	4.0	7.5	2.7	-28.6	-8.4
Demande intérieure finale	4 348.9	3.6	4.4	2.8	-11.8	2.0
Variation des stocks ¹	49.9	0.1	-0.4	0.2	-0.7	0.0
Demande intérieure totale	4 398.8	3.7	3.9	3.0	-12.6	2.0
Exportations de biens et services	3 789.8	7.1	4.4	1.0	-14.0	3.0
Importations de biens et services	3 422.8	6.3	5.9	1.5	-13.2	3.6
Exportations nettes ¹	367.0	1.1	-0.8	-0.3	-1.4	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.4	2.6	3.5	3.3	2.2
Indice des prix à la consommation	—	2.5	2.1	2.8	2.9	1.4
IPC sous-jacent ²	—	2.0	2.4	2.5	3.1	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	2.9	2.2	2.0	3.8	5.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.5	0.9	0.3	-8.3	-5.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	43.9	40.4	38.5	47.9	52.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	34.6	32.5	30.7	40.2	44.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.7	0.4	-0.4	1.7	0.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137599>

Les autorités ont vite pris des mesures courageuses pour endiguer la propagation du virus

Le système de santé tchèque était relativement bien équipé pour faire face à la crise, le nombre de médecins et de lits de soins aigus étant supérieur à la moyenne de l'OCDE. Alors que la menace de la pandémie grandissait, des ressources supplémentaires ont été transférées vers le secteur de la santé et des ajustements ont été opérés afin d'accroître les capacités de traitement des patients atteints du COVID-19.

La pandémie a commencé à s'accélérer après le 9 mars, au moment de la confirmation du premier cas de contamination d'une personne n'ayant pas voyagé. L'état d'urgence a été déclaré le 12 mars. Les déplacements à l'intérieur du pays et les rassemblements d'individus ont été restreints et les voyages à l'étranger interdits. Les restaurants, les hôtels et la plupart des commerces ont été fermés. Durant la première quinzaine d'avril, le nombre de cas confirmés de contamination au COVID-19 a commencé à diminuer. Les signes d'un endiguement rapide de la pandémie ont permis au gouvernement de commencer à lever progressivement les restrictions pesant sur la population et l'économie à la mi-avril.

République tchèque : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

République tchèque: scénario du choc unique	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	4 765.8	4.5	2.8	2.5	-9.6	7.1
Consommation privée	2 242.1	4.4	3.2	3.0	-6.9	9.9
Consommation publique	918.7	1.3	3.4	2.6	6.9	2.0
Formation brute de capital fixe	1 188.1	4.0	7.5	2.7	-22.0	14.0
Demande intérieure finale	4 348.9	3.6	4.4	2.8	-8.0	8.7
Variation des stocks ¹	49.9	0.1	-0.4	0.2	-0.8	0.0
Demande intérieure totale	4 398.8	3.7	3.9	3.0	-8.8	8.7
Exportations de biens et services	3 789.8	7.1	4.4	1.0	-9.8	11.7
Importations de biens et services	3 422.8	6.3	5.9	1.5	-8.8	14.3
Exportations nettes ¹	367.0	1.1	-0.8	-0.3	-1.3	-1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.4	2.6	3.5	3.3	2.3
Indice des prix à la consommation	—	2.5	2.1	2.8	3.0	1.9
IPC sous-jacent ²	—	2.0	2.4	2.5	3.1	1.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	2.9	2.2	2.0	3.5	3.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.5	0.9	0.3	-6.5	-2.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	43.9	40.4	38.5	45.7	46.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	34.6	32.5	30.7	37.9	38.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.7	0.4	-0.4	1.5	-1.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137618>

L'arrêt de la production automobile pèse sur l'économie

Le confinement a eu immédiatement un impact très négatif sur l'activité économique. En mars, les ventes au détail ont reculé de 9 % en glissement annuel. De même, la production industrielle a diminué de 11 %. L'industrie automobile notamment a été contrainte d'arrêter la production pendant près d'un mois en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et d'une chute de la demande, ce qui a eu des répercussions sur de nombreuses PME nationales. L'indice des directeurs d'achat fait apparaître une baisse sensible dans le secteur manufacturier, et le climat économique s'est nettement dégradé. L'indice PX de la Bourse de Prague a perdu près de 40 % de sa valeur entre le début de l'année et la mi-mars mais a regagné environ la moitié du terrain cédé fin mai. La couronne s'est dépréciée de près de 6 % par rapport à l'euro au cours des cinq premiers mois de l'année. Le taux de chômage, qui avait atteint des niveaux très bas, a commencé à augmenter. En avril, le taux de chômage établi à partir d'une enquête s'est hissé à 2.3 % et le taux de chômage déclaré à 3.4 %. D'après des estimations officielles, les dispositifs de chômage partiel ont permis de préserver plus de 500 milliers d'emplois à la mi-mai, avec plus de 55 milliers de demandes d'aide, ce qui témoigne d'un sous-emploi grandissant de la main-d'œuvre.

Les pouvoirs publics ont pu prendre des mesures courageuses grâce à une grande marge de manœuvre

Au début de la crise, les taux directeurs étaient relativement élevés et la dette publique était faible. Des dispositifs de chômage partiel, des versements de prestations aux travailleurs indépendants, des garanties de revenu destinées aux travailleurs avec enfants à charge et des reports d'impôt ont été mis en place. En outre, un programme de prêts et de garanties liés au COVID-19 a été lancé pour renforcer la liquidité des entreprises, notamment des PME. Des aides supplémentaires ont été accordées sous la forme de reports de paiement de loyers et de remboursement de prêts. Le ministère des Finances estime les aides totales à 1 130 milliards CZK (20.4 % du PIB), dont un quart correspond au soutien budgétaire direct et au report d'impôts et le reste à l'apport de liquidités et aux garanties. Durant la période mars-mai, la Banque nationale tchèque a procédé à trois baisses des taux directeurs, de 2.25 % à 0.25 %, et a annoncé qu'elle se tenait prête à aller plus loin, y compris à soutenir la couronne et à prendre des mesures d'assouplissement quantitatif. Pour aider les banques à octroyer des crédits, la banque centrale a aussi abaissé le volant de fonds propres contracyclique (de 1.75 % à 1 %).

L'économie ne se redressera pas totalement d'ici à fin 2021

Les projections supposent un confinement limité à six semaines au premier semestre de 2020, avec une levée progressive des mesures par la suite. En outre, le scénario de deux chocs successifs se fonde sur l'hypothèse d'une autre vague du virus plus tard dans l'année avec un nouveau confinement, plus limité, mais aussi une aide supplémentaire des pouvoirs publics. Le PIB subira une forte contraction et la reprise ne sera que progressive en raison de l'incertitude prolongée. Le taux de chômage augmentera sensiblement et l'inflation reculera par rapport aux niveaux actuels en dehors de la marge de fluctuation. Dans le scénario du choc unique, la reprise sera plus rapide et le soutien des pouvoirs publics contribuera à empêcher une détérioration durable des capacités, y compris en contenant la montée du chômage. Néanmoins, le PIB ne renouera pas avec son niveau d'avant la crise d'ici à la fin de la période considérée. Les deux scénarios aboutissent à un creusement notable des déficits budgétaires et de la dette publique. L'incertitude entourant les perspectives est exceptionnellement grande. Le redémarrage de nombreuses entreprises et le rétablissement complet de la chaîne d'approvisionnement automobile mondiale pourraient prendre plus de temps que prévu et de nouveaux revers pourraient encore imposer des mises à l'arrêt.

La politique devrait rester accommodante si besoin est

Après une baisse cumulée de 200 points de base entre mars et mai, la Banque nationale tchèque ne dispose à présent que d'une marge restreinte pour réduire encore les taux d'intérêt. Toutefois, elle pourrait diminuer encore le volant de fonds propres contracyclique le cas échéant. Elle pourrait aussi prendre des mesures d'assouplissement quantitatif pour parer à une possible hausse des taux d'intérêt à des échéances plus éloignées. La qualité du crédit bancaire devrait être surveillée de près afin d'anticiper une possible envolée des créances douteuses et d'y faire face. Une nouvelle relance budgétaire via des programmes provisoires et bien ciblés pourrait s'imposer en cas de deuxième vague ou de tensions persistantes dans l'économie. L'aide à l'investissement en R-D et le développement des compétences grâce à la formation et à l'apprentissage tout au long de la vie, notamment pour les travailleurs peu qualifiés, pourraient contribuer à rehausser la productivité à moyen terme ainsi qu'à redéployer la main-d'œuvre s'il y a lieu. Fait important, un raccourcissement des longues procédures d'obtention de permis de construire pourrait stimuler l'investissement et faciliter le redémarrage de l'économie.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « République tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/625d71e8-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.